

Encore une promesse non tenue ?

En juillet 2015, pendant la grève contre la dénonciation de la quasi-totalité des accords sociaux à l'AFP, la direction, dans sa grande bonté, avait généreusement promis pour 2016 une **hausse salariale de 0,75%**. SUD le lui a rappelé le mercredi 14 septembre, lors de l'ouverture de la Négociation annuelle obligatoire (**NAO**).

L'augmentation de 0,75% de la masse salariale, inscrite dans le budget 2016, se traduira-t-elle par une hausse générale, par des mesures individuelles ou par un mélange des deux ? - Le DRH n'a pas voulu répondre, renvoyant à la 2^{ème} réunion NAO, prévue le 28 septembre.

Mais, avons-nous voulu savoir, la hausse de 0,75%, **est-elle toujours d'actualité pour la direction ?** - Là aussi, le DRH a réservé sa réponse pour la prochaine réunion, tout en laissant entendre que la promesse de l'année dernière n'engageait que ceux qui y croyaient.

Il a notamment évoqué les difficultés à bâtir le budget 2017, la situation financière tendue de l'agence ainsi qu'un "jugement important", qui concerne les cadres commerciaux et qui sera rendu le 29 septembre. Mais alors pourquoi avoir programmé la prochaine réunion au 28 ? Pour pouvoir revenir devant nous **les mains vides**, avec un bon prétexte, et nous abreuver de nouveau avec le discours que tout employeur tient à l'heure des négociations salariales ?

Leurs turpitudes, nos sacrifices ?

La situation financière de l'agence justifie-t-elle de rempiler pour une 5ème année consécutive de gel des salaires ?

Quand le PDG Emmanuel Hoog s'était félicité de la mise en conformité de l'AFP avec les règles européennes de la concurrence, quand il avait accepté la profonde remise en cause du Statut de 1957, puis signé le nouveau Contrat d'objectifs et de moyens (COM), il avait assuré que ces mesures aillaient **pérenniser le financement de l'AFP**.

Nombreux étaient alors ceux qui avaient soutenu cette "réforme" ou qui avaient exprimé des objections seulement partielles. Aujourd'hui, c'est le désenchantement. Oui, le nouveau système de financement de l'AFP nous mène **droit dans le mur**. Mais toutes les difficultés que nos dirigeants feignent découvrir maintenant, étaient **connues de longue date**. (*Nous y reviendrons prochainement.*)

Sans surprise, la réunion NAO a confirmé que les responsables de cette **crise systémique** ont bien l'intention de faire porter les conséquences de leurs turpitudes aux salariés de l'agence.

D'ores et déjà il est clair que le **respect des règles fiscales et légales au niveau mondial** se traduira par de nouvelles mesures d'économies. Tout comme le coût du récent plan d'incitation aux départs est doublement supporté par les salariés restants : 1/ les départs, pas systématiquement remplacés, se traduisent par une détérioration des conditions de travail, 2/ le coût de ce plan rentre bel et bien dans le calcul de l'évolution des charges, que le COM limite à +1% par an. Résultat : cette somme n'est plus disponible pour augmenter les salaires. **C'est nous qui payons.**

Toujours plus !

Autre constat : non seulement la direction nous demande des sacrifices sans fin, mais de plus, elle ne présente **aucun projet crédible pouvant faire espérer une sortie du tunnel**. Illustration : en avril 2014, le PDG avait présenté un scénario d'économies qui promettait de

dégager de nouvelles marges pour revenir à des hausses des salaires. Il s'agissait d'abord de **limiter la progression** de la masse salariale à +1% par an, puis de limiter cette progression encore davantage, afin de pouvoir redistribuer (une partie de) ces gains. Et que voit-on aujourd'hui ? Non seulement la progression de la **masse salariale statut siège** a été limitée, elle s'est carrément transformée en **régression : -0,8% en 2015 !**

Mais il y a pire : alors que la direction a multiplié les mesures d'économies affectant directement la production de l'agence et les conditions de travail de ses salariés (exemple : la réduction drastique des frais de mission), **l'AFP se prive depuis plus de deux ans d'un gisement d'économies quasiment indolores.**

En effet, selon le scénario de M. Hoog, la **limitation du compte épargne temps (CET) à 100 jours** par salarié aurait une "incidence annuelle moyenne" de **1,158 million d'euros**. Pour réaliser cette économie, pas besoin de dénoncer les 117 accords sociaux, car les syndicats étaient quasi-unanimement d'accord sur ce sujet, dès 2014. Mais pour la direction, il fallait absolument mettre ce dossier dans la négociation du grand accord... qui n'aboutira pas avant février 2017 (**si** elle aboutit).

SUD a proposé de signer immédiatement un accord sur le CET et de redistribuer les gains aux salariés, en forme de hausse salariale.

Les revendications SUD pour la NAO :

- En l'absence des hausses de la presse parisienne (SPQN) dont nous bénéficions par le passé, **SUD réclame une augmentation générale pour tous**. Par exemple 150€ par mois, montant raisonnable vu la dégradation du pouvoir d'achat de l'ensemble du personnel depuis des années, et les économies tous azimuts réalisées sur notre dos. (*Nous attendons un retour de la direction pour un chiffrage précis*).
- SUD demande que les **pigistes** et les **apprentis** bénéficient de cette augmentation uniforme et solidaire, au prorata de leur activité pour l'agence (*modalités à négocier*).
- Pour SUD, la **totalité** de l'enveloppe des hausses salariales pour la NAO doit être utilisée pour cette augmentation générale. Nous disons non aux mesures à la tête du client !

Au-delà de la NAO, SUD a souligné la nécessité d'améliorer les **plans de carrière** notamment des journalistes et des cadres. Trop souvent, des journalistes terminent leur carrière en RED5 ou RED5+. Nous demandons l'accès automatique à la catégorie RED6. Quant aux cadres, leurs plans de carrière n'intègrent quasiment aucune évolution automatique.

Ni fatalisme, ni résignation !

Quelles que soient les revendications mises en avant, la direction ne lâchera rien, tant que le personnel ne lui montre pas qu'il en a marre des sacrifices sans contrepartie. De ce point de vue, il y a des progrès à faire : lors de cette première réunion NAO, seuls trois syndicats étaient présents.

C'est sans doute le reflet de la situation actuelle. Entre grèves partielles sans résultats et matraquage d'idées défaitistes, il y a de quoi être déçu. Mais **les enjeux collectifs des prochains mois sont trop importants pour baisser les bras.**

Un autre syndicalisme est possible. Pour le rendre plus efficace, il doit pouvoir s'appuyer sur la participation de plus de monde.

Pour l'action syndicale intercatégorielle et combative, rejoignez SUD !

Paris, le 16 septembre 2016

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

